

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**AUX RÉGIONALES COMME DANS LES LUTTES,  
MARCHER ENSEMBLE NECESSITE DE SAVOIR OÙ ON VA**



## UNITÉ POUR UN PROGRAMME DE RUPTURE !

**Violences conjugales**  
Accueils et hébergements

**Régionales**  
Débat unitaire

**La Retirada**  
Janvier 1939 :  
expulsés d'Espagne



# Désintox

## Identité nationale ?

On chercherait en vain cette expression dans nos dictionnaires, elle qui a pourtant envahi la scène politico-médiatique depuis la création du ministère du même nom. Pour cause : elle n'existe pas !

On trouve *identité*, du latin *idem*, synonyme de *similitude* depuis le 14<sup>ème</sup> siècle. Exemple : on peut parler d'une *identité* dans les discours de Besson et ceux du borgne. En terme de logique, *identité* est *unité* et *permanence* depuis le 18<sup>ème</sup>. Exemple : les discours des deux affreux susnommés révèlent l'*identité* de leur malfaisance.

En psychologie, l'*identité personnelle* est « le caractère de ce qui demeure identique à soi-même », ce qu'on ne peut reprocher à Besson qui de social-traître passe au sarkozisme servile... à moins que cela ne révèle une crise *identitaire*.

L'*identité* est aussi ce qui permet à chacun d'être reconnu légalement comme un individu, d'où les érucations très en vogue : *contrôle d'identité ! vos papiers ! pièces d'identité !* Ce qui conduit naturellement aux services

de l'*identité judiciaire*...

Enfin on trouve *identité culturelle*, dans le dico du moins : sentiment d'appartenance à un groupe humain porteur de traits culturels communs (langue, art, religion...), expression peu adaptée au projet de nos gouvernants puisque la culture s'acquiert, la langue s'apprend et la religion... s'abandonne. Et puis, c'est vrai que depuis l'élection de notre président, adepte de Mickey, *culture* est un gros mot...

Le sentiment et le mot *national* ressurgissent des miasmes de l'Histoire. Au 19<sup>e</sup> siècle, les Etats européens s'inventent une "âme" ou un "génie", sorte de *kit* identitaire : ancêtres fondateurs, héros, langue, folklore, etc. Ainsi les écoliers de nos colonies sont-ils appelés à partager l'exaltation des origines en récitant "Nos ancêtres les Gaulois...". *Nation, national, nationalisme*, "jolie" famille de termes du latin "natio" "naissance" qui nous feraient regretter d'être nés...

Reste que les premiers à s'être approprié la notion d'*identité* appliquée à des groupes humains sont les femmes et les noirs, aux Etats-Unis dans les années 60. Autrement dit des groupes victimes de discriminations pour lesquels l'affirmation d'une

identité était une façon de tirer fierté de ce que les autres stigmatisaient en eux. Radicalisation d'une différence liée d'abord à un sentiment de vulnérabilité. D'où l'expression "refuge identitaire".

Mais alors, Sarko et sa bande se sentiraient-ils vulnérables pour faire de l'*identité nationale* LE grand débat citoyen ? Que nenni ! L'arnaque est tellement grosse qu'elle en serait pitoyable si elle n'était pas si dangereuse : faire croire au petit peuple que la menace est là. Le black et beur, prix Goncourt ou pas, le mettraient en danger en ces périodes de crise. Justifier l'objectif des 26 000 expulsions de France, « terre d'accueil et pays des droits de l'homme » ! et les mesures sécuritaires ... peut-être préparer une guerre (vu le pognon qui va à l'armement)... Bref, inviter le petit peuple déjà terrorisé par le H1N1, à brouter les terres nauséabondes de l'extrême droite... Histoire de détourner l'attention du magot qu'ils accumulent sur le dos des services publics de santé, d'éducation, de justice, sur le dos du salariat et de la misère.

ZN

## LA FRANCE BLACK BLANK BEURK



## A noter

### 5 décembre à 15h

Manifestation contre le chômage, la précarité et les licenciements - A l'appel du collectif regroupant plus d'une quinzaine d'associations, organisations, syndicats et partis. RDV Place de la Victoire

### 10 décembre à 19h

A l'occasion du contre-sommet de Copenhague sur l'urgence climatique, la Confédération Paysanne de Gironde organise une conférence-débat : "Agriculture et changement climatique". Athénée municipal de Bordeaux

### 12 décembre à 11h

4<sup>ème</sup> rassemblement annuel à Bordeaux "Ni nucléaire, ni effet de serre". Dans le cadre de la campagne internationale "don't nuke the climate" animée par le réseau "Sortir du nucléaire". RDV Place de la Bourse au Miroir d'eau.

### 17 décembre à 19h

Formation féminisme : Histoire du féminisme. Proposée par la commission Féminisme du NPA 33, cette formation s'adresse à toutes et tous, militant(e)s, sympathisant(e)s, curieu(se)x... Ça se passe au local du NPA - 99 rue Camille Sauvageau à Bordeaux.

## Anticapitalistes !

Directeur de publication : Jean-Louis Danflous  
CPPAP : 1014 P 11511 ISSN : en cours  
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800  
Bordeaux  
Imprimerie : Copy-Média  
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

## Sommaire

<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p. 4-6</b>
Retraites trop faibles ? Travaillez plus longtemps !	
Pognon Akbar !	
France Télécom : la valise ou le cercueil	
Résistance à Téléperformance	
Congrès CGT, vers quelle orientation ?	
<b>Mobilisations</b>	<b>p. 7</b>
Contre les cathos intégristes...	
Boycott, Désinvestissement, Sanctions	
<b>Féminisme</b>	<b>p. 8-9</b>
<b>Contre les violences faites aux femmes</b>	
<b>Visite à l'APAFED de Cenon</b>	
<b>Education - Jeunesse</b>	<b>p. 10</b>
L'évaluation comme outil de pilotage du système éducatif	
Halte à la criminalisation de la jeunesse !	
<b>Elus du NPA</b>	<b>p. 11</b>
Employés de Léo Lagrange en lutte à Cenon	
Qu'est-ce que les SIG - SIEG ?	
Pessac : ultimatum climatique ou anticapitaliste	
<b>Régionales</b>	<b>p. 12-13</b>
"Exécutifs" ou pas ?	
Réunions unitaires rive droite et Mérignac	
Fusion : une expérience au Haillan	
Débat dans le NPA	
<b>Histoire des luttes</b>	<b>p. 14-15</b>
A lire : Carlos Ruiz-Garcia, Lettre à un ami	
La Retirada, un premier maillon	
<b>Culture</b>	<b>p. 16</b>
L'influence du communisme au festival de cinéma de Pessac	
Débat avec A. Krivine : l'actualité de la lutte des classes.	

# Édito

## Ne nous trompons pas de combat

Gouvernement, patronat, banquiers, actionnaires, ils sont tous d'accord.

Licenciements, précarité, chômage, casse des Services publics : la liste est longue de leurs méfaits.

Et nous, nous devons récupérer tout ce qu'ils nous ont volé !

Nous, travailleurs, chômeurs, précaires, retraités, lycéens et étudiants ; hommes, femmes ; exclus avec ou sans papiers ; nous devons tous nous mobiliser, nous unir et lutter ! Ensemble. Tous ensemble !

### Ne nous trompons pas de combat.

Les militants du NPA font tout pour favoriser cette unité.

Et nous devons agir : lors des marches pour l'emploi, contre la précarité, et le chômage, lors de la journée internationale contre les violences faites aux femmes (cf. page 8 & 9), dans les mobilisations pour la défense de La Poste, de l'éducation, de la santé... et nous devons nous rassembler pour que ces luttes, encore dispersées, se transforment en un vrai mouvement d'ampleur pour une autre politique de rupture, démocratique.

Dans ce cadre, approchent les élections régionales de mars prochain.

### Et là aussi, ne nous trompons pas de combat.

Les militants du NPA, en Aquitaine comme dans les autres régions, veulent aboutir à la constitution d'une liste unique de la gauche anticapitaliste et antilibérale. Une liste de rupture avec le système actuel. Une liste qui portera les revendications des millions de gens qui en ont marre de cette droite pourrie qui écrase, les uns après les autres, les quelques acquis qu'une longue succession de luttes sociales avait fini par arracher. Une liste qui proposera une réelle alternative de gauche pour les régions, en rupture avec cette gestion droitiste d'un PS qui vacille entre politique de droite et centrisme de gauche.

### Nous, nous ne voulons ni l'un, ni l'autre.

Au NPA, nous voulons des élus mais pour porter dans les assemblées ce que nous crions tous, ensemble, au dehors.

C'est pourquoi nous rencontrons depuis des mois toutes les organisations de la "égauche radicale" afin de faire liste unique aux régionales et front unique dans les mobilisations, aujourd'hui comme au lendemain des élections.

Ce projet rencontre des oppositions. Notamment autour de la participation aux "exécutifs" (cf. page 12 & 13).

### Mais ne nous trompons pas de combat, là non plus.

Ce n'est pas une bataille entre *gentils unitaires* et *méchants sectaires*.

C'est une vraie confrontation politique pour savoir ce qu'il est possible de faire ensemble, aujourd'hui et demain. Quel projet devons-nous porter ? Quelles concessions pouvons-nous faire ?

Sans risquer ce pour quoi nous œuvrons, ce pourquoi nous luttons, militants politiques, syndicalistes et associatifs : créer le rassemblement de tous, pour écraser la droite et avancer vers une vraie société socialiste et écologique.

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

**Pour nous contacter :**  
[anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

# Nos vies, pas leurs profits

## Retraites trop faibles ? Travaillez plus longtemps !

Dans toutes les entreprises, nous sommes, actuellement, sollicités pour signer des accords de "maintien des seniors dans l'emploi".

Étonnant ! On a plutôt vu les patrons, profiter des plans sociaux, pour se débarrasser des travailleurs de 57 ans ou même moins, par des mesures d'âge ou des licenciements économiques.

On nous demande d'approuver le maintien au boulot des salariés de 55 à 70 ans (70 ! un bel avenir) ou, même, leur embauche à temps partiel.

Pas question de signer pour faire du rabe ! C'est ce qu'ont répondu des camarades de certaines entreprises, comme à la clinique Bordeaux-Nord ou à Galvasso, à Pessac.

À la Monnaie de Pessac, la direction est soudain toute soucieuse des seniors auxquels elle propose des stages de formation.

Chez Thales, ça se discute au niveau du CCE, la direction publie des savantes statistiques pour montrer qu'elle est en pointe, question seniors.

À la Scaso de Cestas, les négociations vont juste commencer.

Ça se précipite un peu partout.

Ce n'est pas que les patrons soient très enthousiastes de ce qu'ils considèrent comme une incursion de l'État dans leur domaine réservé, mais s'ils s'exécutent, c'est sous la menace de pénalités (jusqu'à 1% de la masse salariale) faute d'avoir signé un accord avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010,

Quel but poursuit le gouvernement ?

Au-delà des prétextes fallacieux ou culpabilisants, les seniors français seraient les plus fainéants d'Europe !- il y a un vrai souci : la réforme des retraites fait de plus en plus sentir ses effets. Il faut toujours plus de trimestres de cotisation pour des pensions amputées et des centaines de milliers de retraités vivent dans la pauvreté.

Pas étonnant que beaucoup -dont des femmes dont la carrière a été pénalisée par les maternités- soient prêts à la rallonge.

C'est la recette de Sarkozy "travailler plus pour gagner plus" !

Pour nous, une seule solution : retraite à 60 ans pour tous (ou avant, pour travaux pénibles) avec 37,5 annuités maximum de cotisation.

C'est l'oppression capitaliste, la soif du profit à outrance qui a fait du travail une aliénation, qui transforme l'entreprise en lieu de tous les dangers, de fatigue, de stress, de risque d'accident ou d'intoxication. Au point que chaque heure de travail nous apparaît comme une heure volée.

Dans une société débarrassée de l'oppression, le travail pourrait retrouver sa véritable dimension de participation collective à la vie sociale.

Alors, oui, en travaillant pour la société, pour nous-mêmes et non plus pour enrichir des parasites, nous pourrions travailler longtemps, selon nos forces, sans nous sentir opprimés.

Gérard Barthélemy



## Pognon Akbar !

29 septembre 2009, la nouvelle tombe, le Crédit Agricole par l'intermédiaire de CAAM (Crédit Agricole Asset Management), « va lancer CAAM Islamic, une sicav qui investit selon les principes de la charia ». Première réaction, tout est bon pour faire du pognon.

Donc, le Crédit Agricole va encore inventer un produit boursier pour aller chercher le pognon dans des pays dits "sensibles" par la finance. Le fric toujours le fric.

Si on regarde d'un peu plus près, la charia interdit tout investissement dans les domaines touchant l'alcool, les jeux de hasard, l'armement, le porno et les cochons (rien à voir avec le porno, c'est de l'élevage de porcs qu'il s'agit). Mais, une fois écartés les principes de bases, si on gratte un peu le Coran, il est dit dans un verset que "l'intérêt est illicite". OUAH ! Le Crédit Agricole

aurait-il inventé l'action à 0 % de rendement créant ainsi un monde pleinement solidaire où ceux qui détiennent l'argent, les Rois de ce monde, deviendraient philanthropes, ne se souciant plus de faire du fric sur le dos de la "populace" mondiale.

On ne rêve pas non plus, et il ne s'agit là très certainement que du résultat d'un savant calcul destiné à déterminer où étaient encore les niches à fric inexploitées. Ce verset inspiré de la tradition chrétienne et des enseignements d'Aristote, devrait faire réfléchir nos nouveaux penseurs d'un monde toujours à la limite de la faillite pour les uns et du Bling-Bling pour les autres.

Nous on croit juste qu'ils vont bien nous sortir un jour une "sicav Catholic" ou une "action casher".

Correspondant

# Nos vies, pas leurs profits

## Orange-France Télécom La valise ou le cercueil !

Les privatisations tuent !

Le phénomène des suicides n'est pas nouveau dans le groupe Orange/France Télécom, ni d'ailleurs dans un nombre important de grandes entreprises, telles que Renault, PSA, EDF.

Déjà en 2004, cette situation était dénoncée dans l'ouvrage de Dominique Decèze "La machine à Broyer, quand les privatisations tuent" et plus récemment en septembre 2009 dans un autre livre intitulé "Orange stressé, le management par le stress".

Pour tous les agents qui souffrent depuis des années des restructurations, des mobilités forcées, de la discrimination, du stress, de la pression permanente aux objectifs sans cesse revus à la hausse et autres harcèlements au travail, on ne pouvait imaginer autre issue plus dramatique. C'est sans aucun doute 20 ans de réorganisations successives qui sont responsables de cette catastrophe sociale.

Après avoir sabordé dans les années 90 une grande administration (Ministère des PTT) dont le budget excédentaire, il faut le rappeler, alimentait le budget de l'Etat, les gouvernements successifs de Jospin à Sarkozy ont une énorme responsabilité dans les événements récents et les centaines de suicides apparus depuis les années 2000.

En livrant le secteur des télécommunications aux appétits boursiers, qui engrangent chaque année des profits records (près de 5 milliards d'€ en 2008), la logique du Service Public a progressivement disparu

pour laisser la place à une logique d'actionnariat, à savoir celle de l'argent roi.

### Des menaces dans tous les services en Aquitaine !

L'usager devenu client, la notion d'intérêt général n'étant plus une priorité, la politique d'Orange s'est déclinée en 3 objectifs essentiels : réorganisations tous azimuts, fermetures de sites et banalisation de la mobilité du personnel. Une direction décidée à prendre tous les risques, quitte à sacrifier les individus, même au prix de la souffrance et du suicide.

En Aquitaine, de nombreux sites ont été fermés tels que ceux de St Laurent du Médoc, Arcachon, Langon, Libourne entre autres. Fermetures qui se sont opérées sans se soucier des conséquences en terme d'aménagement du territoire dans notre région et risques routiers pour les individus, obligés d'aller travailler pour la plupart sur l'agglomération bordelaise, avec parfois un trajet travail/domicile de 4 heures aller et retour.

Mais en parallèle les réorganisations allaient bon train, par l'externalisation des activités de logistique, d'immobilier, de renseignement téléphonique et d'unités interventions techniques au profit de grands centres d'appels, nouveaux centres névralgiques de la politique financière de l'entreprise. En résumé, un grand Monopole où l'on joue avec des valises et des cercueils.

### Refuser la fatalité et agir !

Mais la faillite de la direction en matière de gestion des ressources humaines est désor-

mais manifeste aux yeux de tous. La tension sociale est vive après les récentes vagues de suicides. De nombreux débrayages, assemblées générales avec rassemblements et manifestations ont eu lieu depuis octobre 2009 à Bordeaux comme sur l'ensemble du territoire, souvent à l'initiative des syndicats SUD et CGT. La "résignation" de certains salariés, confrontés à la dureté des réorganisations est nettement moins acceptée ainsi que les pressions psychologiques. Beaucoup d'entre eux commencent à comprendre que cette machine infernale s'arrêtera à condition que des mesures fortes soient mises en place : arrêt des restructurations, ré-internalisations d'activités, arrêt des pressions individuelles, création d'emplois.

Mais côté direction, le PDG Lombard ne lâche rien. En écartant le numéro 2 du groupe LP Wenes, qui par ailleurs reste conseiller du Président, en annonçant le gel des mobilités jusqu'à la fin 2009 et quelques abandons de fermetures de sites, le climat reste délétère et d'autres fins tragiques ne sont malheureusement pas à exclure.

La partie n'est donc pas gagnée pour tout simplement ne plus mourir au travail. Et les drames vécus à Orange/France Télécom auront bien montré que pour retrouver le chemin de la dignité, il faut avant tout mettre en échec une politique destructrice d'emplois et d'individus qui passe nécessairement par la renationalisation du secteur des télécommunications.

Jean-Michel Gendek



# Nos vies, pas leurs profits

## Résistance à Téléperformance !

À l'initiative des syndicats CGC, CFDT, ACFTC, CGT, FO et SUD, une forte mobilisation a eu lieu le jeudi 29 octobre 2009 sur l'ensemble des sites de l'opérateur. A Bordeaux, place Ravezies, le personnel était également devant leur bâtiment afin de maintenir la pression pour faire entendre leur colère.

Après le succès de la grève du 29 Juillet 2009 et la suspension par le Tribunal de Grande Instance de la mise en œuvre d'un plan social touchant certains sites parisiens et de province, le personnel s'est une nouvelle fois mobilisé. Par cette action, il a voulu montrer son refus d'assister passivement au blocage des salaires depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2008, à des parodies de négociations, à des baisses de 20 % des effectifs et à la dégradation permanente des conditions de travail journalières des salariés.

Le moins que l'on puisse dire c'est que pour l'instant la Direction de TELEPERFORMANCE reste sur ses positions du moins disant. En effet, toutes les propositions des organisations syndicales, même les plus minimales sont rejetées par la Direction.

Le personnel, soutenu par l'ensemble des syndicats, en a maintenant assez des effets d'annonces et demande clairement de conserver son emploi, le respect de la vie privée avec des horaires décents, le refus de l'annualisation du temps de travail, la réévaluation de leurs salaires et un 13<sup>ème</sup> mois.

Des revendications qui exigent de TELEPERFORMANCE, leader mondial des Centres d'appels avec des bénéfices de 52 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, un autre partage des richesses.

*Correspondant NPA*



## Congrès CGT Vers la lutte ou l'acceptation des réformes ?

Le congrès confédéral aura lieu du 7 au 11 décembre et il ne suscite guère d'enthousiasme. Il faut dire que la confédération a l'habitude de "débat" bien verrouillés, sans que des courants ou des tendances aient le droit et les moyens de s'exprimer et de s'organiser. Ainsi, un seul texte d'orientation est soumis au vote des militants.

Il y a pourtant un bilan à tirer.

Que de luttes bradées malgré une forte combativité : jusqu'à 3 millions, lors des journées du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Mais des journées isolées, sans lendemain, alors que dans l'automobile, des équipes militantes CGT se battaient le dos au mur, contre les plans sociaux, sans aide réelle de la Confédération.

Malgré les attaques, on continue à jouer au jeu de dupe du "dialogue social" avec Sarkozy alors que l'heure nécessiterait de préparer un mouvement d'ensemble.

Alors, malgré tout, le congrès est l'occasion pour des équipes militantes de faire le point, notamment sur l'année écoulée, et il y a de la grogne à la base ! Ça s'est ressenti dans les échos que nous pouvons avoir d'assemblées où des militants se sont abstenus ou ont voté contre les textes présentés par la direction. Dans plusieurs syndicats où des militants les ont proposé des amendements, dans le sens

de la lutte des classes, pour un syndicalisme plus contestataire, ont été approuvés.

Dans plusieurs Unions Locales, comme à Bordeaux-Nord ou à Pessac ou dans des syndicats d'entreprises, les propositions d'action, notamment sur les salaires, sont jugées trop faibles.

Pour plusieurs camarades, l'accord sur la représentativité, signé avec la CFDT, ne passe pas.

Ce qui ressort aussi, c'est un mécontentement sur le manque de démocratie, devant ce congrès bien bouclé - beaucoup de délégués ont été désignés, non élus par la base - pour faire avaliser la ligne conciliatrice de ces dernières années.

Rien de sérieux n'est dit contre les licenciements. La direction confédérale défend un Nouveau Statut du Travail Salarié, qui permettrait de garder son salaire toute sa vie, même au chômage ! Peu de militants croient à ce genre de potion miracle, surtout quand la confédération ne s'engage pas clairement aux côtés des salariés qui se battent contre les licenciements, comme on l'a vu l'été dernier. Au final, ce NSTS revient à accepter chômage et licenciement comme une fatalité inéluctable, à renoncer à la lutte contre les patrons licenciés.

Ce qui inquiète aussi, c'est que les textes confédéraux expriment une méfiance vis-à-vis des structures de base, Unions Locales, Unions Départementales ou syndicats d'entreprises. Ce sont ces structures qui sont les plus proches des salariés et où les militants peuvent le mieux décider de leur intervention.

Dans ce climat, l'annonce, par des camarades de la Fédération CGT de la Métallurgie du Nord de la candidature de Jean-Pierre Delannoy au mandat de secrétaire confédéral face à celle de Bernard Thibaut, soutenue par plusieurs groupes et courants militants radicaux de la CGT qui jusqu'à maintenant ne sont pas réellement organisés, est apparue comme un petit événement. Avec une plateforme nettement anticapitaliste, demandant le retour aux idées de la lutte de classe et la nécessité de préparer la grève générale, cette candidature permet au débat de progresser, de franchir quelques-uns des nombreux obstacles imposés par la direction confédérale.

Car la CGT appartient à ses militants et eux seuls peuvent démocratiquement, par le débat, imposer un autre cours vers un syndicalisme de combat.

*Gérard Barthélemy*

## Mobilisation réussie contre les cathos intégristes

Samedi 14 novembre, place Pey Berland à Bordeaux, l'association "Pro vie SOS tout petits" remettait ça avec son annuel "chapelet pour la vie". Ils étaient environ 150 à s'être agenouillés sur le parvis de l'église St André pour une prière publique de "réparation pour toutes les victimes de l'avortement", protégés par des barrières et quelques dizaines de CRS arrachés et équipés de flashball.

Face à eux, nous étions plus de 400 manifestants (Collectif bordelais pour les droits des femmes, Planning familial, la Maison des femmes, association

"Ovaires et contre tout", femmes solidaires, NPA (fort bien représenté), anars, étudiants, jeunes et vieux...) à rappeler fortement et joyeusement que l'avortement est un droit.

Plus de 30 ans après la loi Veil, légalisant l'avortement, ces obscurantistes refusent encore et toujours aux femmes le droit de disposer librement de leur corps en condamnant l'avortement et la contraception.

De plus en plus nombreux chaque année

à venir râper collants et pantalons sur les dalles de la place publique, il nous faut donc être d'autant plus vigilants et mobilisés dans ce qui est encore un combat pour nos droits.

Pour rappel, l'avortement est constamment remis en question et bafoué. De moins en moins de médecins acceptent de la pratiquer, des centres IVG ferment ou sont menacés de fermeture.

Mobilisons-nous !

MP et CB

## BDS Boycott, Désinvestissement, Sanctions

Certains d'entre nous s'en souviennent encore. Ils étaient nombreux, les pays qui s'accommodaient de l'apartheid en Afrique du Sud. Et puis les peuples ont bougé. Boycott des oranges Outspan; boycott des Springboks... Non seulement le pouvoir de la minorité blanche devait affronter la résistance du peuple, mais il était de plus en plus isolé au plan international, les gouvernements étant parfois obligés de céder à l'exigence populaire de couper les ponts avec ce régime honni. Et cela a contribué à sa fin.

Eh bien, c'est ce que nous demandons aujourd'hui la société civile palestinienne. Plus de 180 organisations syndicales, associations, partis de Palestine (et aussi les anticolonialistes israéliens eux-mêmes) nous demandent d'exiger des poursuites contre les criminels de guerre, d'exiger des sanctions économiques contre l'Etat, d'exiger des entreprises qu'elles n'investissent plus dans les colonies. Et elles nous demandent de ne plus consommer les produits de ce pays tant qu'il ne respecte pas le droit international.

Le patronat fait les mêmes choix que notre gouvernement. C'est dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux que s'installe la nouvelle antenne Bordeaux Aquitaine de la Chambre de commerce Franco

Israël. La CCIB, établissement public, se fait ainsi directement complice du caractère illégal des pratiques des entreprises israéliennes qui tirent profit de la colonisation et interdisent la traçabilité des produits des colonies. Elle peut s'attendre à notre visite.

Ne nous faisons pas les avocats d'Israël, ils ont un goût amer. Les oranges de Jaffa, vous les aimez sanguines ? Dites à votre épicière de grande ou de petite surface : vous n'avez pas le droit de vendre ces fruits et légumes dont vous êtes incapables de nous dire, quand ils sont étiquetés d'Israël, s'ils ne viennent pas des colonies illégales de Cisjordanie et de la vallée du Jourdain qui volent l'eau et la terre des Palestiniens.

C'est bien le moins que nous puissions faire en solidarité avec la résistance de ce peuple.

NPA Talence

\* merci à François Cluzet de l'avoir sorti de l'oubli au journal de dimanche 13h15 le 7 novembre dernier; La vidéo a fait un buzz sur internet (sur dailymotion, François Cluzet parle de Salah Hamouri) et France 2 a proposé un dossier presque correct de 5 minutes le 21 novembre (où l'ambassadeur d'Israël en France commet quelques approximations et mensonges - cf [www.salah-hamouri.fr](http://www.salah-hamouri.fr))

## Ne nous faisons pas les avocats d'Israël

Voilà bientôt un an, c'était l'opération "plomb durci". Pendant plus de 3 semaines, l'armée israélienne a bombardé la Bande de Gaza, faisant plus de 1400 morts, majoritairement des civils, femmes et enfants, des milliers de blessés, des milliers de logements détruits...

Bien sûr, comme depuis des décennies, Israël présentait cette action comme une "riposte", riposte aux roquettes qui en huit ans ont tué 10 civils israéliens (c'est toujours trop).

Depuis, l'intérêt des médias est retombé. Le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël a été élu, la Bande de Gaza connaît l'enfermement et le blocus, la Cisjordanie continue de voir se construire le Mur d'apartheid et l'extension de la colonisation, 11000 prisonniers palestiniens croupissent dans les prisons israéliennes, le plus souvent sans jugement, parmi lesquels notre compatriote Salah Hamouri \*,... Les bulldozers continuent de détruire les maisons des Palestiniens de Jérusalem Est, qu'en toute illégalité Israël annexe.

Alors que fait la "communauté internationale" ? Exige-t-elle enfin l'application des multiples résolutions des Nations Unies reconnaissant les droits du peuple palestinien ? Que fait l'Union Européenne ? Suspend-t-elle l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages commerciaux à ce pays à condition qu'il respecte les Droits de l'Homme ?

Non seulement elles ne font rien, mais quand un rapport argumenté et étayé d'un juge indépendant, Richard Goldstone, démontre que l'Etat israélien et son armée se sont rendus coupables de crimes de guerre et peut-être de crimes contre l'humanité, les grandes puissances enterrent le rapport et refusent de le transmettre à la justice pénale internationale. Sarkozy reçoit le premier ministre Nétanyahou "en ami".

# Féminisme

## Les violences faites aux femmes ?

C'est la main aux fesses dans le tram, les sifflets dans la rue, la blague obscène et sexiste...

C'est la gosse de banlieue obligée de disparaître sous son jogging ou son voile... pour avoir la paix, la femme qui rase les murs de crainte d'être agressée...

C'est le mariage *forcé* de la jeune fille victime du patriarcat sous d'autres cieux ou le mariage *arrangé* de la fille à papa dans les *rallyes* bordelais de la grande bourgeoisie ...

C'est la prostitution... Le corps féminin rendu obscène et vendu sur papier glacé...

C'est l'exploitation domestique et/ou salariale...

C'est les injures, les humiliations, le mépris, le harcèlement...

C'est la mutilation des petites filles : excision, infibulation...

C'est les coups, le viol, le meurtre...

Et c'est minimiser, banaliser ou ne pas reconnaître ces violences !

## Femmes victimes de violences : quel accueil ?

La Fédération Nationale Solidarité Femmes, née d'une coordination d'associations issues du mouvement des femmes, à la fin des années 70, est créée en 1987. Ces féministes sont à l'origine des multiples initiatives en faveur des droits des femmes et de la création des lieux d'accueil, d'écoute et d'hébergement pour l'accompagnement des femmes victimes de violences.

Depuis 1992, le FNSF gère le service national d'écoute, d'information et d'orientation pour les violences conjugales, le **3919 – Violences conjugales Info** (8h – 22h du lundi au samedi et 10h – 20h les jours fériés).

### Et en Gironde ?

La politique globale de prise en charge des femmes victimes de violences est menée dans le cadre de la Commission Départementale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes, déclinaison locale d'un plan national, relancé en 2008. Elle se réunit tous les ans et regroupe les services de l'État, le CHU de Bordeaux, le Cauva, les représentants des collectivités territoriales, les organismes sociaux et les associa-

tions spécialisées autour de quatre priorités : mesurer, prévenir, coordonner et protéger.

Dans le département, deux territoires ont été retenus, l'un en zone rural, dans le Sud de la Gironde, et l'autre en zone urbaine, dans le Sud de l'agglomération bordelaise, ainsi que deux structures : Vict'Aid et l'Apafed. Cette mesure est financée pour 50 % par le Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance.

A noter : **l'Etat a délégué principalement aux associations le soin d'accueillir les victimes.**

### Parmis les 9 centres d'écoute et d'orientation

#### - **Planning Familial**

18, rue Sainte Colombe, Bx - 05 56 44 00 04

- **APAFED - SOS femmes battues.** Association Pour l'Accueil des Femmes en Difficultés

BP63 - 33150 Cenon cedex - 05 56 40 93 66

Voir le site [www.npa33.org](http://www.npa33.org) pour plus d'infos

## Quel hébergement en urgence ? Visite à L'APAFED de Cenon

C'est dans un espace retiré et géographiquement non signalé pour raisons de sécurité que ce centre d'hébergement en urgence accueille, depuis 1985, les femmes victimes de violences conjugales, avec ou sans enfants.

### Entretien avec Monique Baudier, directrice.

Educatrice de formation, militante féministe en 68, militante socialiste, Monique Baudier, entrée à l'Apafed en 1985, a participé à l'ouverture du foyer. Elle est aujourd'hui directrice de la structure.

« Cela fait partie de mon engagement pour la défense des droits des femmes ».

### Comment définiriez-vous les violences conjugales ?

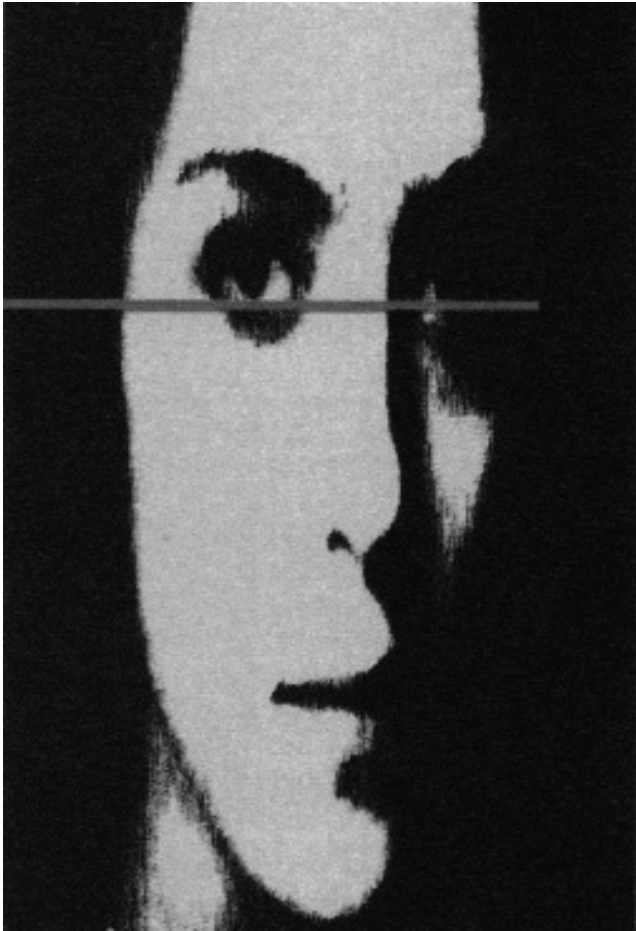
C'est un fait de société dont sont majoritairement victimes les femmes. Elles englobent les violences, psychologiques, verbales, physiques, sexuelles, économiques. Un bras ou un nez cassé se réparent, un œil au beurre noir s'efface mais une violence verbale et psychologique porte atteinte à leur intégrité et cette violence-là va les démolir et peu à peu les enfermer dans une espèce de cercle fait de culpabilités et de perte de l'estime de soi. Cela ne se fait pas en deux ou trois mois. C'est plus grave et plus pernicieux : les femmes elles-mêmes mettent souvent du temps à prendre conscience

qu'elles sont victimes de violence. C'est à nous de leur expliquer comment fonctionne la violence conjugale.

La violence fonctionne selon un cycle connu grâce aux témoignages d'abord et reconnu aujourd'hui par les milieux médicaux. Il y a des étapes, ce n'est pas tous les jours, ça explose pour un prétexte futile, c'est un mode de vie imposé par les hommes qui se croient au dessus des lois mais c'est *Monsieur tout le monde*.

Les viols conjugaux sont plus difficilement abordés par les victimes. Pour beaucoup, le rapport sexuel est senti comme devant faire partie des obligations conjugales.





## **Accueillez-vous des femmes de tout milieu social ?**

Oui. Et on héberge les femmes qui se retrouvent en rupture, à la rue, sans solution, sans argent. Mais on a hébergé des profs, des femmes ayant un revenu mais insuffisant pour se loger. On ne peut pas laisser dire que ce sont essentiellement des femmes issues de milieux défavorisés. Beaucoup de femmes ont un statut parce que "femme de Monsieur" qui a un salaire. Si on quitte le domicile, on perd ce statut. Encore aujourd'hui on voit, une grande majorité des femmes qui ne sont pas allocataires, alors que ce sont elles qui ont mis au monde les enfants mais, encore, majoritairement ce sont les pères qui perçoivent les allocations. Dans le formulaire pour que la femme puisse percevoir les prestations, il lui faut l'autorisation de son mari. On en est encore là en 2009. Une femme qui veut rompre avec la violence, en quittant le domicile, va devenir une "sans droit".

Une enquête nationale faite en 2002 ou 2003 a révélé ce que nous disions déjà depuis les années 80-90 dans les mouvements féministes : une femme sur 10 est victime de violences conjugales et autant

de jeunes filles étudiantes que de mères au foyer, tous milieux confondus. Mais, il n'y a même pas une association par département pour les accueillir.

Pourtant, oui les femmes peuvent faire quelque chose, elles peuvent s'en sortir. A un moment de leur vie elles peuvent choisir et ne plus vivre avec cet homme qui les frappe.

**Quel est l'âge de la plus jeune femme que vous ayez accueillie ?**

16 ans et elle était enceinte

**Et la plus âgée ?**

75 ans.

**Quels sont vos capacités d'accueil ?**

Nous avons 34 places (femmes et enfants) en urgence, soit 20 chambres réparties par unité de vie et 13 places dans 2 appartements d'insertion (2 ou

4 femmes avec ou sans enfants en attente de relogement). La permanence téléphonique fonctionne 24h sur 24h.

**Vous arrive-t-il de refuser des accueils, faute de place ? Que proposez-vous alors ?**

Oui, en 2008, on a refusé l'accueil à 200 ou 300 personnes... On leur demande alors de rappeler, de nous rencontrer pour trouver ensemble des solutions d'hébergement, ce qui n'est pas facile. On travaille avec elles un "scénario de protection" : elles connaissent leur domicile, les lieux dangereux pour elles (cuisine, chambre, SDB) à éviter. On les aide à mettre en place une sorte de code d'appel à l'aide, avec un tiers, voisine ou enfant. Il faut surtout communiquer avec quelqu'un de l'extérieur.

**Considérez-vous vos moyens suffisants ?**

Notre équipe, mixte, compte 14 personnes : éducateurs en grande majorité, psychologue, TISF (anciennement travailleur familial) soit 10 équivalents temps plein environ, 1 secrétaire, 1 directrice. L'Etat nous finance dans le cadre de l'aide sociale ; l'hébergement des femmes est gratuit mais à partir du 5ème jour on demande, depuis quelques années, une participation 10 à 15 % de

leur revenu quand il existe, hors aide sociale évidemment...

Malgré la demande, en tous cas, on ne peut guère espérer voir nos moyens augmenter. Le Conseil Général nous assure un matelas dans le cadre de la solidarité. Les collectivités locales, c'est autre chose. Je suis effarée que des communes socialistes soient si peu dans la solidarité. On a su se servir de la vitrine de l'Apafed pour se faire élire mais René Bonnac qui a soutenu la création de notre structure dans le cadre d'une restructuration urbaine a fait voter une subvention de 10000 francs en 1985 ; elle est aujourd'hui de 1500 euros. C'est équivalent ! Le financement Conseil Général dans le cadre de la prise en charge d'enfants de moins de 3 ans, était de 66000 euros pour le centre d'hébergement en 90. Il est le même aujourd'hui encore, malgré un budget prévu sur 5 ans, l'extension de l'accueil à 34 places et une demande de 96000 euros en 2008. Or, si la DASS a bien répondu, le Conseil Général n'a en rien augmenté la somme. On se bataille pour obtenir au budget 2010 ces 96 000 euros. La suppression de la taxe professionnelle ne va pas aider ; on ne va pas vers des jours heureux : de plus en plus de contrôles, et beaucoup de restrictions. On risque d'être amenés à des suppressions de poste. Le personnel, c'est 80 % du budget. Et puis, la grande tendance, c'est de faire appel aux bénévoles !

*Propos recueillis par ZN*

## **Les chiffres de l'Apafed pour l'année 2008**

109 femmes dont 9 enceintes et 108 enfants hébergés

(47 femmes seules et 62 avec enfants)

Âge moyen : 34 ans

Secteur d'origine :

Bordeaux 30, CUB 26, Gironde 33, Hauts de Garonne 10

41 femmes sont sans ressources

Les femmes en situation irrégulière ne peuvent être accueillies

Moyenne mensuelle : 91 contacts par mois

349 demandes d'hébergement

# Education - Jeunesse

## L'évaluation comme outil de pilotage du système éducatif

Nous l'avons vu dans un article précédent (cf *Anticapitaliste* de novembre), les politiques menées à l'échelle européenne ont pour volonté de libéraliser de l'intérieur le système éducatif. Pour cela, un des outils forts est le pilotage par l'évaluation. Nous étudierons dans un autre article l'importance de l'évaluation sur l'ensemble de la structure éducative. Attachons-nous à voir en quoi le type d'évaluation transforme les pratiques des enseignants et permet de tourner le dos à l'idée de la réussite de tous.

Les évaluations nationales, notamment les évaluations CE1 et CM2, sont centrées sur "l'acquisition de compétences", sans tenir compte de comment les apprentissages sont menés en classe. Ceci n'est pas neutre.

En effet, derrière le terme de compétences, on mélange plusieurs types d'apprentissage: apprentissages de procédures ou savoir-faire (par exemple la technique de la multiplication), et apprentissages de comportements réflexifs (par exemple l'interprétation du sens d'un texte).

Évaluer un savoir-faire est facile à faire. Il est assez simple de faire abstraction de la façon dont l'apprentissage a été mené. Toutefois, en se contentant de vérifier l'acquisition d'un savoir-faire, on peut être amené à simplifier à outrance le processus d'apprentissage. Prenons l'exemple de la maîtrise de la multiplication. Savoir faire une multiplication est facilement vérifiable. Mais on oublie que faire une multiplication c'est à la fois pouvoir résoudre une succession d'additions, une description d'une surface (calcul d'aire), un calcul de possibilités (probabilité). Donc savoir une multiplication n'induit absolument pas savoir résoudre tous les types de problèmes nécessitant l'utilisation de la multiplication.

Prenons maintenant "*savoir interpréter le sens d'un texte*". Cette compétence nécessite de s'attaquer à l'implicite d'un texte, de chercher tous les indices qu'un lecteur expert repère de par sa culture et sa pratique de lecteur et de les mettre en lien. En classe, un enfant va construire une pratique de recherche autour d'un texte particulier. Cela ne fera pas de lui automatiquement un lecteur expert pour tout

texte nouveau. L'évaluation nationale, ne pourra pas noter les progrès faits par un élève dans ce domaine. À part si l'enseignant cherche à coller dans sa pratique aux desiderata exprimés par ces évaluations.

Car les évaluations nationales, hors contexte, induisent un écart entre les pratiques de classe et la validation de ces pratiques. Cet écart n'est pas viable pédagogiquement : il n'a que deux types de résolution. Soit les enseignants se moquent des résultats des évaluations, arguant très justement du fait que ces évaluations ne mesurent pas les progrès des élèves, soit ils collent leurs pratiques aux évaluations. Ce qui veut dire répétitions et bachotage... et abandon du sens.

Et ce que l'on évacue, c'est justement ce dont ont besoin les enfants des classes populaires : travailler sur le sens, sur la construction de notions, sur la réflexion, et ne pas les enfermer dans une logique instrumentale des apprentissages. C'est renvoyer au cadre familial ce qui fait l'essentiel de la réussite des élèves.

*Adrien Martinez*

## Halte à la criminalisation de la jeunesse !

Force est de constater que depuis très longtemps la jeunesse est stigmatisée par les politiques de droite comme de gauche, très largement relayées par les médias, branche au service de la classe dominante. En effet, nous sommes littéralement pilonnés par des émissions, des journaux télévisés plus réactionnaires les uns que les autres.

L'étroitesse des connivences entre politiques et grands groupes télévisuels ne sont plus à démontrer. Ainsi, les semaines sont jalonnées par des images relatant les exploits des brigades anticriminalité chères à Chevènement faisant la chasse aux sauvages inadaptés qui deviennent de fait la cible privilégiée de leur quête insatiable d'en découdre avec les jeunes des quartiers.

Inutile de rappeler les différentes mesures ultra-répressives prises à l'encontre des jeunes aussi bien par le PS que par la Droite qui n'ont cessé de criminaliser les jeunes sous forme de double peine. Non seulement ceux-ci sont relégués dans des espaces sous prolétariés, mais il convient, selon les politiques, d'instaurer des mesures visant à les sanctionner d'autant plus. Nous pouvons prendre l'exemple du retrait des aides à la parentalité car les parents seraient les coupables parfaits tout trouvés masquant l'incurie des différentes politiques de la ville qui se sont succédées depuis tant d'années. Ou encore dernièrement le fameux couvre-feu d'Hortefeux, pour les mineurs de 13 ans, mesure qui devrait faire plaisir à l'extrême droite.

Face à la colère des jeunes touchés par un chômage de masse dans ces quartiers, atteignant parfois 40 %, véritablement dans l'incapacité de pouvoir se projeter dans la quête d'un avenir décent, Sarkozy et son gouvernement emploient la manière forte. En effet, les contrôles "au faciès" des jeunes, des dizaines de fois par jour, sont récurrents, orchestrés par la partie la plus zélée des forces de police et de gendarmerie.

Tout ceci ne fait qu'attiser un sentiment de révolte de plus en plus criant, traduit par une révolte des banlieues en 2007, généralisée à toute la France après la mort de jeunes dans un transformateur, pourchassés par la police. Ces événements sont à entendre comme un symptôme d'une génération de jeunes sacrifiés ne prétendant qu'à un avenir décent. La discrimination de ces jeunes en recherche d'emploi n'est plus à démontrer.

C'est véritablement toute la jeunesse, et ceci à l'échelle internationale, qui est l'avenir de l'humanité. Une vague de politisation notamment autour du rejet du CPE, de la thématique internationaliste voit le jour. Ceci constitue une étape fondamentale dans l'optique de luttes futures. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces de façon à rejeter massivement cette politique nauséabonde !

*Extrait du bulletin NPA de Cestas*

## Cenon Les salariés de Léo Lagrange en lutte

Depuis plusieurs semaines, les salariés de l'association Léo Lagrange, délégataire de service public depuis 2004 pour la gestion des centres de loisirs et de l'accueil péri-scolaire sont en lutte. Organisés en collectif de lutte, les salariés (animateurs et administratifs), luttent pour imposer à la Municipalité, au moment où arrive l'échéance de fin de la délégation (31 décembre 2009) et le choix par la Municipalité d'un nouveau délégataire, le transfert de l'ensemble des personnels, comme l'exige la loi. La Municipalité s'y refuse. Elle vient de mettre en place sur la commune un SIG

(service d'intérêt général) conforme au droit européen sur les services, qui selon elle, ne l'obligerait pas à garantir le transfert des 35 salariés. Voilà comment la Municipalité PS-PC, qui prétend par ailleurs se faire le défenseur des services publics, s'appuie sur le droit européen pour piétiner le droit du travail ! Parallèlement, elle ampute de près de 200 000 € l'enveloppe de gestion, obligeant le futur délégataire à la baisse de la qualité du service et le recours à une plus grande précarité.

Les salariés sont en lutte pour le maintien de leur emploi aux conditions de leurs

contrats actuels, c'est à dire le transfert de l'ensemble des personnels. Par leurs actions de grève, d'information sur le marché de Cenon, auprès de la presse, et leur action vis à vis des familles, ils ont gagné un large soutien dans la population, auprès des parents et des enseignants des écoles. Ils ont ainsi pu remettre à la Municipalité une première pétition de 400 signatures et ont voté la grève pour imposer à la Municipalité le respect du droit du travail. Une lutte qui est loin d'être terminée, à suivre et à soutenir...

*Christine Héraud, élue NPA à Cenon*

### Qu'est-ce que les SIG (Services d'intérêt général) ou SIEG (services d'intérêt économique général) ?

Dans le jargon européen, ils désignent les services publics. Mais ils n'ont plus grand-chose à voir avec des services publics qui assurent aux populations l'accès aux droits fondamentaux à l'éducation, à la santé, à l'eau, aux transports, à l'énergie, aux services postaux... Dans de nombreux pays d'Europe, les services publics ont déjà été sérieusement mis à mal par les grands traités européens qui ont accompagné le virage libéral des années 80. Ces traités, jusqu'à celui de Lisbonne, approuvé par Chirac et Jospin en 2007, ont ouvert les services au marché, les soumettant à la "concurrence libre et non faussée", comme le marché des télécommunications, des transports, de l'électricité et du gaz et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, celui des services postaux. En offrant ces marchés aux profits privés et en les soumettant à des critères de rentabilité, les gouvernements ont imposé un immense recul social, introduit l'inégalité d'accès et des hausses de tarifs qui pénalisent les populations les plus pauvres et les plus fragiles.

La victoire du NON au référendum en 2005 a infligé une lourde défaite à tous ceux qui, de la gauche à la droite, voulaient nous imposer à grande échelle la "concurrence libre et non faussée". Elle a permis que soient retirés de la libre concurrence un certain nombre de services comme l'éducation, la santé ou les services sociaux... Mais la brèche reste ouverte, et même dans le cadre de SSIEG (services sociaux d'intérêt économique général), formellement non soumis à la concurrence "libre et non faussée", les services sociaux pourront être délégués à des "opérateurs économique locaux". Que deviennent les services publics quand ces opérateurs doivent assurer ces services "dans des conditions économiquement acceptables" et sont autorisés à des "bénéfices raisonnables" ?

C.H.

## Pessac : Ultimatum climatique ou anticapitaliste ?

A la fin du dernier conseil municipal de Pessac, le maire PS a soumis au vote la signature de "l'Ultimatum climatique", texte proposé à l'approche du sommet de Copenhague par diverses associations telles que Greenpeace, Action contre la faim, WWF, le secours catholique, etc...

Plusieurs mairies PS l'ont signé dont celles de Paris, Lille... et récemment Pessac.

Après un vibrant plaidoyer du maire, la signature a été votée avec une belle unanimité par l'ensemble des élus PS, PC, Verts, mais aussi UMP et Modem. En toute logique puisque la conclusion du texte se résume à un appel à Sarkozy à... "prendre la tête de ce combat" !

Nous nous sommes pour notre part abstenus, expliquant que si se mobiliser pour le climat et la planète est bien une urgence, cela passe par la contestation du système capitaliste et de ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir économique et politique et plongent l'humanité dans la crise économique, écologique et militaire.

*Isabelle Ufferte, élue NPA à Pessac*



# Régionales

## "Exécutifs" ou pas ?

Dans les débats sur les possibles alliances aux prochaines élections régionales, la participation ou non aux *exécutifs* revient sans cesse.

Entendons nous bien, il ne s'agit que de la participation des organisations avec lesquelles nous souhaitons nous allier. Tous, au NPA, nous sommes d'accord : aucun des élus NPA n'ira dans ces fameux *exécutifs*, s'ils sont présidés par le PS.

Alors, de quoi s'agit-il ?

A la Région, il y a les élus : les Conseillers Régionaux. Au NPA, nous nous présentons aux élections pour pouvoir affirmer notre pro-

gramme pendant la campagne, mais aussi avoir des élus pour porter un vrai projet de rupture sociale, démocratique et anticapitaliste !

Tous ces élus forment, pour 6 ans, l'Assemblée Régionale.

Celle-ci élit à son tour, le Président du Conseil Régional. Aujourd'hui, en Aquitaine, c'est Alain Rousset, peu connu pour sa gestion radicale anticapitaliste.

Le président a des pouvoirs exorbitants à la région. C'est lui qui propose les "décisions" au vote de l'Assemblée et lui encore qui les fera appliquer. S'il le souhaite, il peut délè-

guer une partie de ses prérogatives à ses "ministres" : les Vice-présidents et Conseillers. Ce sont eux qui forment le fameux *Exécutif*. Et c'est là où nous ne voulons pas mettre les pieds si ce sont les sociaux-démocrates qui ont la majorité.

Bien sûr, nous ferons tout pour battre la droite et pour avoir des élus. Mais nous ne voulons pas nous soumettre aux diktats du souverain régional qui imposera à son *exécutif* la mise en place de la même politique qu'aujourd'hui.

Patrick Gélos

## Front unitaire Rive droite

Suite à deux rencontres entre militants du NPA et du SPG à l'initiative du PG, nous nous sommes entendus pour préparer une réunion unitaire intitulée "*Défendre l'emploi et les services publics Rive droite*" à laquelle nous avons invité toutes les organisations locales, partis, syndicats et assos, à s'associer. Lors de la réunion de préparation, nous étions 15 militant-e-s, représentant-e-s de la GU, du NPA, du PCF et du PG de Lormont, Cenon, Floirac, Ambarès, Sainte-Eulalie et Bordeaux Bastide (la FASE étant excusée).

Cette réunion veut aider à la convergence et à la résistance indispensables face au patronat et au gouvernement, donner confiance à travers l'unité d'action à tous ceux qui veulent lutter, les militants présents étant convaincus qu'au-delà des élections régionales et de la constitution des listes, l'unité et le rassemblement des forces est indispensable pour défendre nos droits et nos revendications. La réunion sera introduite par un représentant de chacune des organisations, sur la situation locale de l'emploi, des services publics, des transports et des risques industriels, autant de sujets intéressant la population locale et autour desquels construire des mobilisations dans l'unité.

La campagne de préparation sera menée en commun, sur la base d'un tract, d'un communiqué et d'une conférence de presse. La réunion se tiendra le mardi 15 décembre à 20 h 30, salle Casteldefelds à Lormont.

*Christine-Martine-Monica (comités rive droite)*

## Réunion unitaire à Mérignac

Le comité du Parti de Gauche de la 6<sup>ème</sup> circonscription Gironde organisait le 18 novembre à Mérignac une réunion à laquelle le NPA était invité pour discuter de la politique unitaire en vue des élections régionales. 14 personnes étaient présentes dont 5 du NPA issus des comités Mérignac, Le Haillan et St Médard.

La discussion a porté sur les possibilités d'une alliance entre le NPA et le FdG. Si tous s'accordaient sur le besoin de s'unir pour inverser le rapport de force, la question de la participation aux exécutifs régionaux a fait l'objet d'un vif débat. Avec le PCF, nos divergences sont claires, son seul représentant présent expliquant qu'une majorité avec le PS permet d'être utile à la population et qu'on peut infléchir sa politique de l'intérieur. Les membres du PG ont eu une position moins tranchée... et confuse : leurs représentants ont acté la droitisation du PS, nécessitant de mener une politique indépendante... mais sans préciser s'ils refuseront ou pas de cogérer les régions avec lui.

Les camarades du NPA ont expliqué qu'ils ne peuvent envisager de cautionner au 2<sup>ème</sup> tour ce qu'ils auront condamné au 1<sup>er</sup>.

Cependant, nous nous sommes au moins mis d'accord sur l'idée que l'unité commence dans les luttes locales et qu'il faut vite s'employer à la construire. Nous devons prendre appui sur la mobilisation contre la privatisation de La Poste pour y donner suite, prolonger l'expérience du comité local animé par le PCF, le PG, le NPA, la FSU, en l'élargissant à la défense de tous les services publics. C'est aussi une façon d'être utiles aux travailleurs...

*Correspondant-e-s NPA*

## Fusion des listes au second tour ?

Le débat est ouvert en cette période de préparation des élections régionales du printemps 2010 (c'est dans moins de 3 mois) au sein des organisations politiques à la "gauche de la gauche" mais aussi dans les regroupements plus ou moins formels tels que "L'appel de Politis", celui du "Mas d'Agenais" et autres dont j'ignore l'existence.

Beaucoup d'accords mais aussi des divergences comme la participation aux exécutifs et donc l'indépendance politique des élus "anticapitalistes", y compris venant de listes fusionnées avec les "sociaux libéraux" que sont les Verts et les Socialistes.

### Un éclairage (partiel) à partir de notre petite expérience au Haillan.

Aux dernières municipales, le petit groupe de militants LCR de la commune a milité pour la présentation d'une liste "100% à Gauche". Celle-ci établie, nous avons obtenu 6,72 % au premier tour. Fait unique en France, la liste du Maire sortant (PS-PC) a accepté la fusion au second tour. Nos revendications étaient de conserver notre indé-

pendance politique, et de fait nous ne pouvions pas participer à l'exécutif municipal car nous ne voulions pas être obligés de voter par "solidarité de groupe" des délibérations avec lesquelles nous aurions des désaccords.

L'accord a été conclu et nous avons battu la droite en ayant un élu qui participe activement à la vie politique communale, apporte le point de vue "anticapitaliste", contribue à mener le combat contre les élus sarkozystes.

Nous avons un espace dans le bulletin municipal, ce qui a permis au PC d'en obtenir également un alors qu'ils n'ont pas leur indépendance politique. De plus, nous nous exprimons régulièrement et en toute indépendance par notre bulletin "Le Trublion" diffusé dans toutes les boîtes aux lettres de la commune et notre site enregistré de plus en plus de visites.

La question de la participation aux exécutifs est mal posée puisqu'il s'agit en fait de l'indépendance politique des "anticapitalistes" vis-à-vis des "sociaux-libéraux".

*Philippe Rouzé, élu NPA au Haillan*

## Débat dans le NPA

Notre politique unitaire pour changer le rapport de forces face à la droite et au capital, et les difficultés qu'elle rencontre, suscitent une large discussion... qui ne connaît pas de réponse écrite par avance. Au-delà de l'enjeu des élections régionales, il s'agit pour nous de construire une unité entre anticapitalistes et antilibéraux pour redonner confiance aux travailleurs, travailler à la convergence des luttes.

Il y a un très large accord dans le NPA sur cet objectif, comme sur le refus de participer à la gestion des régions dans des majorités dominées par les socio-libéraux du PS et d'Europe Écologie, dont on connaît la politique si proche de celle de la droite (subventions aux entreprises, aide aux lobbies privé du transport, de la formation, du nucléaire, précarité des employés territoriaux, etc.).

Là où le débat s'anime... c'est sur les conditions qui rendraient possible un accord, notamment avec le PCF et le PG. Surtout que la direction du PCF

explique depuis des mois que son objectif est de constituer des "majorités de toute la gauche", et lors des dernières discussions nationales, elle a clairement dit qu'elle ne transigera pas là-dessus (des élus PCF participent déjà à la gestion de seize régions), même si les militants ont voté pour des listes indépendantes du PS au premier tour dans une quinzaine de régions (dont l'Aquitaine).

Pour une partie du NPA, faire l'unité implique d'être d'accord au moins sur la rupture vis-à-vis de la politique du PS en refusant la cogestion avec lui. Il ne s'agit pas d'imposer à nos partenaires un programme anticapitaliste, mais il est hors de question de brader les intérêts de la population en contribuant à la constitution de majorités de gestion.

Une autre position affirme que demander une telle rupture, c'est "mettre la barre trop haut", qu'il faut faire des listes communes sans cette condition, et laisser ensuite chaque élu libre d'aller gérer avec le PS ou

d'être dans l'opposition. Ceux qui iraient appliquer dans les "exécutifs" une autre politique que celle pour laquelle ils ont été élus, paieraient alors le prix de leur trahison.

Une troisième propositions affirme qu'il est temps de prendre acte de l'impossible alliance avec les autres organisations et de constituer des listes NPA indépendantes, affirmant sa politique de rupture avec le système capitaliste et ses gestionnaires sociaux-démocrates.

La bataille unitaire est à un tournant. Entre le 30 novembre et le 6 décembre, les militants du NPA sont appelés à voter pour faire le point sur cette discussion et décider de la suite à lui donner. Pour le NPA qui a montré clairement sa volonté d'aboutir à l'unité et l'indépendance de classe, cette bataille n'est pas finie...

*François Minvielle*

# Histoire des luttes

## A lire Carlos Ruiz-Garcia Lettre à un ami

1939. La défaite des armées républicaines face au franquisme. La "retirada". Des centaines de milliers d'espagnols passent la frontière des Pyrénées

Carlos Ruiz-Garcia a 18 ans ; le jeune soldat de l'armée républicaine est militant des jeunes socialistes unifiées de Catalogne (liées au PC espagnol).

### Libre ?

C'est sans compter avec les qualités d'accueil de la République française : un camp improvisé et insalubre sur la plage d'Argelès. Et peu après, pendant la guerre mondiale (celle dont on dit qu'elle a commencé en 39 quand elle a commencé avec le coup d'Etat de Franco dès 36), il se retrouve "hébergé" au camp de Saint-Médard en Jalles pour construire la Base sous-marine de Bordeaux.

Bordeaux a du mal à assumer son passé. On l'a vu pour la traite négrière. On le voit aussi pour la résistance au nazisme. Il aura fallu attendre cette année pour qu'une exposition au Centre Jean Moulin parle du rôle des espagnols dans la résistance en Aquitaine.

Le récit paraît chez un éditeur de Bacalan, Pleine Page, à l'initiative de son fils José, qui a bien voulu répondre à nos questions.

*Nous avons beaucoup aimé ce récit, écrit par quelqu'un "d'en bas", loin des fresques héroïques.*

Mon père a voulu répondre à la demande pressante du fils de son instituteur. Il en a terminé la rédaction en 1974. Comme vous l'avez vu, il s'agissait pour lui d'être précis sur les conditions matérielles d'existence faites aux réfugiés, puis aux prisonniers.

S'il n'y a pas d'allusion à son activité de résistant, c'est parce qu'il aura toujours voulu se protéger, et surtout protéger sa famille. Le souvenir que j'ai de lui a toujours été de nous donner des conseils de prudence. Et vis-à-vis du pays d'accueil, et par rapport à l'Espagne, où il espérait retourner, car y étaient restés une partie de la famille qu'il n'a pas revue pendant des décennies.

*Et en même temps c'était un militant*

Oui. A la Libération, mes parents s'installent à la Bastide et mon père est ajusteur monteur dans diverses entreprises. Il sera jusqu'à sa mort en 2006 militant de la CGT, et membre du PCF jusqu'à la fin du siècle dernier.

Sa résistance de tous les jours dans le système capitaliste était toujours marquée par une bataille pour le respect et la dignité.

*Tu édites ce récit seulement aujourd'hui, 70 ans après.*

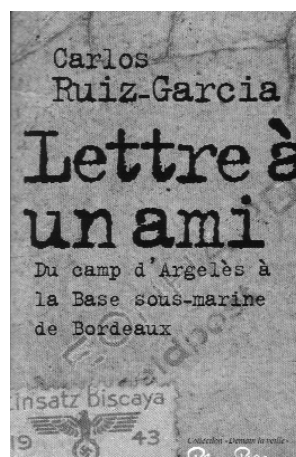
Mon père n'a jamais voulu qu'il soit publié de son vivant. « *Après, tu feras ce que tu veux* », m'a-t-il dit.

Je l'édite aujourd'hui, et vous pouvez constater que la mémoire enfouie de la "Retirada" fait l'objet de nombreuses initiatives. Les deuxième et troisième générations, même si elles ont fait souche en France, restent marquées par les valeurs de cette république espagnole, les valeurs de l'antifascisme.

C'est pourquoi nous pouvons à la fois, grâce à la loi de mémoire historique promulguée le 1er décembre en Espagne, demander et obtenir la nationalité espagnole, et participer aux luttes ici.

Les fêtes du 20<sup>e</sup> anniversaire de la Chute du Mur de Berlin veulent célébrer la victoire définitive du capitalisme. La mémoire de la Retirada signifie que Sarkozy et consorts doivent savoir qu'il reste des résistants à la pensée unique. No pasaran !

*Recueilli par R. Devaneuse*



## La Retirada Un premier maillon...

Pendant la guerre civile espagnole, "La Retirada" ne fut pas une nouveauté pour l'Armée Républicaine. Depuis le coup d'Etat de juillet 1936, des militaires putschistes, Franco, Mola, Sanjurjo, et le déclenchement de la guerre civile - exception faite de la brève prise de Teruel -, les gens restés du côté républicain avaient dû quitter leur foyer au fur et à mesure de l'avancée des forces franquistes.

La ville frontalière d'Irun, en septembre 36, initia le premier grand exode quand elle se vida vers Hendaye pour échapper aux attaques de l'armée putschiste. Quelques mois plus tard, avec la chute de Bilbao et des Asturies, des enfants d'abord, et des miliciens après, abandonnèrent le pays par la mer. En 1938, les habitants du Haut Aragon traversèrent les Pyrénées pour trouver refuge de l'autre côté. Mais l'exode majeur de cette longue série d'exils fût l'année suivante, avec la prise de la Catalogne par les fascistes.

Quand, le 27 janvier 1939, les généraux Solchaga, Yagüe et leurs soldats entrèrent dans Barcelone, des milliers de personnes de tous âges, de toutes conditions, fuirent vers les passages frontaliers du Perthus, Le Boulou ou La Tour de Carol.

Pourtant, la guerre n'était pas encore terminée. Madrid, Alacant, Valencia restèrent encore jusqu'à la fin de mars 1939, sous contrôle républicain. Mais les gens connaissaient très bien ce que l'armée des généraux putschistes faisait partout où elle devenait maîtresse de la situation. Même dans les endroits comme la Navarre, Valladolid, Grenade, la Galice, maîtrisés depuis les premiers instants de la rébellion, une répression cruelle s'était déclenchée contre les militants et sympathisants du Front Populaire, contre les partisans des partis des nationalités comme l'Euskadi et contre les secteurs républicains. Les prisons étaient bondées et les murs des cimetières, chemins et fossés étaient les témoins des massacres infligés par les "croisés" fascistes. La "Loi de Responsabilités Politiques" du 9 février 1939, avec effet rétroactif, faisait remonter les poursuites judiciaires jusqu'en 1934, pour reprimer les mouvements révolutionnaires des Asturies, Catalogne et Pays Basque.

Le Gouvernement Républicain et ce qui restait du Parlement - juste une soixantaine de députés - partirent vers l'exil, accompagnés de plus de 450.000 personnes. Parmi eux, des pans entiers de l'armée en déroute, mais aussi des enfants, des femmes, des familles entières qui quittaient, peut être pour toujours, leur maison, leur village et leur pays.

Mais en France, le Gouvernement Daladier ne voulait absolument pas d'eux.

Quelques mois avant, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, avait durci les lois contre les "indésirables", susceptibles d'être internés dans des prisons, camps ou établissements militaires, ou expulsés de France. Tout ce monde "rouge" qui commençait à arriver aux frontières était considéré comme suspect et indésirable.

# Histoire des luttes

Pendant que l'Armée franquiste bombardait et harcelait les colonnes de milliers de fuyards qui croyaient trouver refuge et paix chez leurs frères républicains français, la frontière restait fermée, renforcée par des contingents de l'armée française.

Quand l'humanité et la compassion minimales vis-à-vis de ces masses de vaincus finirent par s'imposer et obligèrent le Gouvernement Français à ouvrir les frontières, l'accueil ne se révéla ni humanitaire, ni bienveillant. Quelques députés de droite et élus locaux, comme le maire de Perpignan, prêchèrent en faveur de l'expulsion des réfugiés vers l'Espagne. L'armée française pratiqua la fouille systématique et le désarmement de tous les miliciens qui voulaient traverser la frontière. Ils séparèrent les hommes de leurs

réfugiés vers l'Espagne de Franco, échoua lorsque plus de 200 000 miliciens refusèrent de faire marche arrière. La solution envisagée par les autorités françaises fut alors d'aménager des camps dans d'autres départements, mais en gardant toujours ce profil concentrationnaire.

Les nouveaux camps de Agde, Bram, Gurs, Rieucros, Le Vernet, etc. n'améliorèrent en rien les mauvaises conditions de vie et le régime bagnard que subissaient les internés. L'excuse de la surprise et so-disant improvisation des premiers camp-plage – Argelés, Barcarés – n'était pourtant plus de mise.

Quand on voit les efforts de l'administration française pour baptiser ces lieux de nombreuses formules euphémiques – camp d'accueil, camp d'hébergement –

nie la plus absolue. Et, malheureusement, au contraire de ce qu'on pense, cette triste histoire ne finira pas avec la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale. Bien que la plupart des camps aient été démantelés en 1945, certains, comme celui de Rivesaltes, continuèrent à être utilisés et réaménagés au fur et mesure des besoins de l'administration française.

La visite de ce camp aujourd'hui, tout proche des anciens de Barcarés et Saint Cyprien, nous offre la vision d'une longue série de stèles commémoratives pour les Républicains Espagnols, les Français juifs et rouges des années 40-45, les harkis de la Guerre d'Algérie, mais aussi les sans-papiers et les étrangers en situation irrégulière des années 1980-2007.

Ils sont l'écho, dans ce coin de France, de



familles et tous furent emmenés vers les plages, très vite barbelées, de Saint Cyprien et Argelés sur Mer. Ce qu'on a appelé "les camps de la honte" venaient de naître dans ces jolis coins de la Méditerranée.

C'était le triste début d'une histoire qui allait se prolonger jusqu'à bien après 1945. Avant que les baraques ne soient bâties, la fermeture des plages avec fil de fer barbelé, cohorte de spahis, gardes républicains et soldats de l'armée française, renforça le caractère concentrationnaire de ces plages-camps. La politique du gouvernement Daladier – Sarraut, voulant rapatrier le plus tôt possible la plupart des

et le reflet de la réalité que l'on peut lire soit dans les correspondances, soit dans les bilans écrits et les mémoires des internés, on se rend compte que leur vie dans les "campo de concentración" fut terrible. Et pourtant, même si les souffrances des réfugiés espagnols ont été très grandes, le pire restait à venir.

Comme on le sait maintenant grâce aux témoignages (Moussinac, Schramm, Martin, Koestler...) et aux recherches (Laharie, Grynberg, Rafaneau, Peschansky...), la dégénérescence des camps sous les années de Vichy allait faire de ce système concentrationnaire l'un des premiers maillons de la chaîne de l'ignomi-

cette chaîne honteuse de l'histoire dont la Retirada fut l'un des premiers maillons : la Retirada des vaincu(e)s de la Guerre Civile Espagnole.

*Josu Chueca*

## 20<sup>ème</sup> festival international du film d'histoire de Pessac : De l'importance de l'affluence et de l'influence du communisme

De l'avis des organisateurs la fréquentation du festival (films et débats) a connu une notable progression avec, par exemple, deux fois plus de monde aux débats. Donc pas de tabous et tout doit pouvoir être discuté. Il est légitime que s'exerce un « droit d'inventaire » sur ce que par commodité on appelle le « communisme ». Les historiens qui sont intervenus, Marc Ferro, Nicolas Werth, Michel Winock, Marc Lazare... sont incontestablement des spécialistes de l'histoire de l'URSS et leurs connaissances et analyses sont précieuses pour faire le point sur cette première tentative de faire vivre une alternative au capitalisme. Bien-sûr le débat avec Alain Krivine – un des temps forts du festival d'après Alain Rousset – a montré que la lecture de ces événements ne peut être que plurielle. L'ouverture des archives soviétiques – le seul avantage des bureaucrates c'est qu'ils ont tout gardé ou presque – rend nécessaire une nouvelle évaluation de la période qui précède le triomphe du stalinisme. Ce travail de « deuil » et « d'inventaire » est certainement nécessaire ; Mais comme pour nous il ne s'agit pas seulement d'interpréter le monde mais aussi de le



transformer, il ne peut se faire que d'une manière collective. Ce travail reste à faire.

Les historiens cités me semblent par contre avoir une problématique qui

dépasse largement le bilan de l'URSS. Ce qu'ils mettent en cause c'est – d'une certaine façon – le droit des peuples à prendre leurs affaires en main. Et si l'affluence constatée montrait malgré tout l'intérêt du public pour continuer à réfléchir à une alternative au capitalisme ?

La condamnation de la Révolution russe fonctionne comme un refus du droit à l'insurrection des peuples quand ils ne veulent plus supporter la misère et l'injustice. C'est là probablement que se situe notre désaccord de fond avec les historiens libéraux.

Ici et là dans la brochure officielle on parle de « foi », de « croyance », de « fièvre », de « clameur sauvage », comme si les mouvements populaires, quels qu'ils soient, portaient en eux-mêmes l'irrationnel et la violence. Comme si on nous disait : laissez faire les hommes politiques professionnels qui sont, eux, raisonnables et compétents pour faire le bonheur des peuples à leur place et pourquoi pas aussi contre eux.

Cela pourrait être une définition du colonialisme et justement c'est le thème du prochain festival !

Jean-Paul

## Débat avec Alain Krivine L'actualité de la lutte de classe

Le débat organisé par la revue Histoire dans le cadre du festival de Pessac sur Le communisme est-il mort ? a fait salle(s) comble(s), la grande salle plus le chapiteau extérieur où il était retransmis.

Présenté sous forme de « duel », il opposait Alain Krivine à Marc Lazar et était censé être « modéré » par Michel Winock. Ces deux derniers, historiens, ont montré qu'ils étaient prêts à quelques arrangements avec l'histoire pour nourrir une même thèse pendant tout le débat : le communisme conduit à la terreur, la preuve en a été fournie en URSS, et le stalinisme, le léninisme et le trotskysme sont une même famille.

Ce qu'a rapidement balayé Alain Krivine, s'étonnant que ses contradic-



teurs aient juste oublié la terreur tsariste et resituant le combat trotskyste contre la dictature stalinienne avant d'évoquer brièvement ce que le trotskysme a apporté à l'extrême gauche et au combat anticapitaliste.

Mais échappant à ceux qui voulaient le cantonner au passé, l'essentiel de ses interventions a porté sur aujourd'hui et l'actualité du combat contre l'oppression et la barbarie capitaliste. À ceux qui le traitaient au début de philosophe, Krivine s'est présenté comme militant, combattant pour une autre société, un autre avenir.

Et au-delà des mots communisme ou socialisme qui, a-t-il convenu, peuvent refléter pour les uns et les autres des réalités diverses, le militant a largement réaffirmé l'actualité de la lutte des classes.

Un débat suivi avec un vif plaisir par nombre de participants.

Isabelle Ufferte